

Direction régionale et interdépartementale
Environnement Energie - UD78

78-2021-04-13-00009

Arrêté de mise en demeure concernant la
Société PIERRE BOULANGER pour son site de
Freneuse



**PRÉFET
DES YVELINES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France
Unité départementale des Yvelines**

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

**Société PIERRE BOULANGER
40, Rue du Criquet à Freneuse**

**LE PRÉFET DES YVELINES
Officier de la Légion d'Honneur**

VU le code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 août 1996 autorisant la société PIERRE BOULANGER à exploiter des installations de criblage, concassage de matériaux naturels ou artificiels (laitiers d'aciéries), sur la commune de Freneuse, 40 rue du criquet,

VU l'arrêté préfectoral en date du 12 février 2009, modifiant l'arrêté préfectoral du 23 août 1996 délivré à la société PIERRE BOULANGER, afin d'actualiser les conditions de l'autorisation préfectorale, pour son établissement situé sur la commune de Freneuse, 40 rue du criquet ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 1er décembre 2009, imposant à la société PIERRE BOULANGER, pour son établissement situé sur la commune de Freneuse, des prescriptions complémentaires, dans le cadre de l'application de la circulaire du 5 janvier 2009, relative à la mise en œuvre de la 2ème phase de l'action de recherche et de réduction des substances dangereuses (RSDE) pour le milieu aquatique présent dans les rejets des installations classées, soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2011 modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 23 août 1996 suite aux modifications de la nomenclature des installations classées, pour le site de Freneuse, exploité par la société PIERRE BOULANGER ;

VU le courrier du 11 septembre 2013 par lequel la société PIERRE BOULANGER déclare la cessation partielle de ses activités situées sur la commune de Freneuse ;

VU les courriers de l'inspection des installations classées en date des 24 septembre 2014, 3 août 2020 et 9 octobre 2020 demandant des justificatifs complémentaires ;

VU les courriers et courriels de réponses de l'exploitant en date des 22 octobre 2014, 27 septembre 2020 et 26 octobre 2020 ;

VU le rapport de l'inspection de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 17 février 2021 conformément à l'article L. 171-6 du code de l'environnement, suite à l'inspection du 20 janvier 2021, accompagné d'un projet d'arrêté de mise en demeure ;

VU les observations de l'exploitant formulées par courriers en date des 7, 14, 17 et 20 mars 2021 ;

CONSIDÉRANT le rapport du 9 avril 2021 de l'inspecteur de l'environnement suite aux observations de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que les observations de l'exploitant ne permettent pas de lever les non-conformités constatées par l'inspecteur de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection il a été constaté :

- la présence de nombreux déchets autour du hangar (plastique, bidon, clôture, compresseur, chauffe-eau, ferrailles), au niveau de l'installation de concassage-criblage (ferrailles, tuyau, pot de peinture, clôture...) et au niveau du stockage de laitiers (ferrailles, plastique, bâches, bouteilles d'oxygène, tôle) ;
- la présence de produits dangereux au niveau des doseurs des fines situés dans l'installation de concassage-criblage.

CONSIDÉRANT que l'inspecteur de l'environnement a constaté la présence de six pelleteuses hors d'usage représentant une surface de plus de 100 m² ;

CONSIDÉRANT la présence d'une quantité conséquente de laitiers non traités avec la présence de débris d'acier > 15 000 m³). On note l'absence d'étude caractérisant la nature des laitiers sur site ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la suppression des risques incendie et d'explosion. L'inspection des installations classées a constaté l'absence de justification de la mise en sécurité du système électrique et du système incendie au niveau de l'installation de concassage-criblage et du hangar (absence de vérification des extincteurs, absence de contrôle du réseau électrique). On note l'absence de mise en sécurité de l'installation de concassage-criblage (présence d'une trémie de l'installation donnant sur une parcelle en location à JOUEN MATERIAUX, absence de sécurisation, absence de protection des réservoirs d'eau...) ;

CONSIDÉRANT la présence d'un forage sans capot de fermeture, sans margelle bétonnée, non déconnecté du système et non sécurisé ;

CONSIDÉRANT que ces non-conformités constituent des manquements aux prescriptions du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que, face aux manquements constatés, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement, en mettant en demeure la société PIERRE BOULANGER ;

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la Préfecture des Yvelines,

ARRÊTE

Article 1 : La société PIERRE BOULANGER est mise en demeure de respecter, à compter de la notification du présent arrêté, pour son établissement situé sur la commune de Freneuse, les dispositions de l'article R 512-39-1 du code de l'environnement en évacuant les déchets et autres produits dangereux dans les filières adaptées avec l'ensemble des justificatifs correspondant, dans un délai d'un mois, à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : La société PIERRE BOULANGER est mise en demeure de respecter, à compter de la notification du présent arrêté, pour son établissement situé sur la commune de Freneuse, les dispositions de l'article R 512-39-1 du code de l'environnement en évacuant les véhicules hors d'usage dans les filières adaptées, ou de régulariser sa situation en déposant un dossier pour l'activité relevant de la rubrique 2712 de la nomenclature des installations classées, dans un délai d'un mois, à compter de la notification du présent arrêté.

Article 3 : La société PIERRE BOULANGER est mise en demeure de respecter, à compter de la notification du présent arrêté, pour son établissement situé sur la commune de Freneuse, les dispositions de l'article R 512-39-1 du code de l'environnement en mettant en œuvre les mesures nécessaires afin d'évacuer l'ensemble des laitiers et de justifier de l'évacuation dans les filières agréées dans un délai de six mois ou de régulariser sa situation en déposant un dossier pour son activité de stockage de déchets relevant de la nomenclature des installations classées dans un délai d'un mois, à compter de la notification du présent arrêté.

Article 4 : La société PIERRE BOULANGER est mise en demeure de respecter, à compter de la notification du présent arrêté, pour son établissement situé sur la commune de Freneuse, les dispositions de l'article R 512-39-1 du code de l'environnement en justifiant de la mise en sécurité de son site avec la suppression des risques d'incendie et d'explosion dans un délai de trois mois, à compter de la notification du présent arrêté.

Article 5 : La société PIERRE BOULANGER est mise en demeure de respecter, à compter de la notification du présent arrêté, pour son établissement situé sur la commune de Freneuse, les dispositions de l'article R 512-39-1 du code de l'environnement en mettant en œuvre les mesures nécessaires afin de respecter l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forages, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié, dans un délai de trois mois, à compter de la notification du présent arrêté.

Article 6 : La société PIERRE BOULANGER est mise en demeure de respecter, à compter de la notification du présent arrêté, pour son établissement situé sur la commune de Freneuse, les dispositions de l'article R 512-39-1 du code de l'environnement en transmettant les documents, dans un délai de trois mois, au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation, les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer.

Article 7 : Dans le cas où l'une des obligations ne serait pas satisfaite dans le délai prévu dans chaque article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 8 : Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, par l'exploitant, dans le délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté. La juridiction peut être saisie au moyen de l'application Télérecours (<https://www.telerecours.fr/>).

Article 9 : Le présent arrêté sera notifié à la société PIERRE BOULANGER et publié au recueil des actes administratifs du département des Yvelines.

Copie en sera adressée au :

- Secrétaire Général de la Préfecture,
- Sous-Préfet de Mantes-la-Jolie
- Maire de la commune de Freneuse,
- Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France,

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le **13 AVR. 2021**

Pour le Préfet des Yvelines
et par délégation la Directrice,
Pour la Directrice et par subdélégation
La Chef de l'Unité départementale



Delphine Dubois